



Deux jours après sa mise au point lors de l'émission « Hono aho Andriamatoa Filoha », diffusée à la TVM, le dimanche 25 juillet 2010, à partir de Mahajanga, le Président de la Haute Autorité de la Transition, Andry Rajoelina est passé à l'acte. Reportages.

Dimanche 25 juillet 2010 –Ville de Mahajanga



France Rakotoarison (M3TV Mahajanga), Johary Ravoajanahary (TVM), Andry Rajoelina, Président de la Haute Autorité de la Transition

A propos de la F.I.S.

« Personnellement, je respecte la nation française, son peuple, ses dirigeants et le président français Nicolas Sarkozy. Mais ce que devraient faire toutes les nations étrangères, sans exclusive, c'est respecter la nation malgache, le peuple malgache et tous ses dirigeants. A mon sens, un ambassadeur se charge plutôt de relations diplomatiques. Dans ce contexte, il s'agit d'améliorer ces relations. Il n'a pas à donner des leçons ni à s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays.

Concernant le démantèlement de la F.I.S (Force d'Intervention Spéciale), cela entre dans le cadre de notre gestion interne. Je vais vous donner des exemples : en 1986, des éléments de la C.R.S. (Compagnie Républicaine de Sécurité) française ont matraqué à mort Malik Oussekiné. Cela a été vu à la télévision. Que se serait-il passé si l'ambassadeur malgache en France avait osé interpeller le gouvernement français pour qu'il démantèle la C.R.S. ? Il y a eu le même cas aux Etats-Unis, en 1991, avec l'affaire Rodney King qui a aussi été battu à mort par des éléments des forces de l'ordre de Los Angeles. Cela aurait entraîné un incident diplomatique si notre ambassadeur là-bas se serait permis d'interpeller le gouvernement américain. Il faut que tout le monde sache que la F.I.S. n'est pas une milice. Elle est composée d'officiers militaires et gendarmes légaux et de carrière. La F.I.S. a joué un grand rôle de maintien de la sécurité dans le pays. Sans la F.I.S. que se serait-il passé avec ces histoires de bombes artisanales ? Sans la F.I.S. qu'elle aurait été l'issue de la rébellion de quelques éléments de la F.I.G.N. (Forces d'Intervention de la Gendarmerie Nationale) ? Il n'appartient donc à personne de commenter les actes et de donner des leçons aux dirigeants malgaches. Il existe des gouvernants ici qui savent pertinemment ce qu'ils doivent faire ».

Question : *M. Andry Rajoelina est-il en colère envers les dirigeants français ?*

Il importe de se respecter mutuellement, que ce soit la France, d'autres pays, les médiateurs qui viennent ici. Il faut que l'on se respecte mutuellement. Respectez les Malgaches, respectez leurs dirigeants ».

A propos du métier de journaliste

« Selon ma vision personnelle, la transmission de l'information se développe de manière exponentielle. Par le passé, nous n'avions que la radio, les journaux écrits et la télévision. Actuellement, nous avons l'Internet, presque en temps réel. Et c'est ici que se pose le problème car certaines informations relayées par ce réseau mondial reflètent de très loin les réalités qui prévalent au pays. Ainsi, dans ce métier de journaliste, beaucoup dévient ces réalités par des informations erronées. Prenez la Une d'un journal : elle est sensationnelle mais le contenu, à

l'intérieur, n'a aucun rapport avec ce titre. Les journalistes sont censés être professionnels. A vous donc de voir comment traiter vos informations. Actuellement, dans le cadre de cette transition, la liberté de la presse est réelle à 100% concernant Madagascar et c'est le revers de la médaille. Il faut oser le dire : depuis que notre nation en est une, c'est bien la première fois que l'on assiste à toutes sortes de critiques, toutes sortes et formes de désinformation, allant jusqu'à insulter les dirigeants, concernant la gestion de cette transition. Du jamais vécu. Mais c'est la rançon de la démocratie... ».

A propos de la corruption et du détournement de deniers publics ainsi que du bois de rose



« Concernant le bois de rose, il s'agit d'un trafic qui existait depuis bien avant l'actuelle transition. Comme à travers le monde, le trafic de narcotiques, l'insécurité, la corruption. Tout cela existe est sont des réalités vraies. Des efforts doivent donc être entrepris dans ces domaines. Pour le bois de rose, plus particulièrement, il est urgent et important de s'y pencher de très près. C'est d'ailleurs ce que nous, dirigeants actuels, faisons. Or, le problème est le suivant : à chaque fois qu'une cargaison est découverte, soit sur un camion soit sur un navire, l'enquête s'arrête à la prise uniquement. Tous les observateurs ont parfaitement raison. Ce que je suggérerai est ceci : il faudrait redoubler d'efforts pour remonter la filière des coupeurs aux commanditaires, en passant par les protecteurs, que ce soit au sein des dirigeants, aux ports, car il faut bien passer par les services de douanes. Il y a peu de temps, une cargaison de 300 tonnes de bois de rose a été saisie aux Comores. J'y ai envoyé le Premier ministre par avion spécial pour superviser l'enquête qui se poursuit jusqu'à l'heure actuelle. Mais il faut, à présent, publier des noms ; ceux des commanditaires, des propriétaires du navire, des douaniers qui ont fait sortir ces bois de rose... Mes consignes sont les suivantes à propos de ce trafic de bois de rose et ces détournement de deniers publics qui n'ont que trop perduré et qu'il faut assainir, du moins limiter, car profondément enraciné : il faut démanteler toute la filière et faire cesser cet

éternel jeu du chat et de la souris, en arrêtant les personnes inculpées -quelles qu'elles soient et où qu'elles soient-pour les présenter devant la justice. Toutes sans exception. Et si les preuves sont tangibles, il faut publier les noms des coupables. Par ailleurs, tous les matériels utilisés pour ce trafic ainsi que les cargaisons seront confisqués par l'Etat. Pour moi, le trafic du bois de rose est un crime. C'est pour cette raison que l'interdiction de la coupe et de l'exportation de bois de rose a été décrétée en conseil des ministres. Des pistes ? Qu'on le veuille ou non, il y a des responsables étatiques impliqués, à plusieurs niveaux. Car il s'agit d'un réseau gigantesque comme le trafic de drogues. Mais les coupables ne doivent pas seulement être punis sévèrement. Ils devront rembourser le montant de leur commerce illicite et aussi payer une amende. Pour en revenir à la corruption et aux détournements de deniers publics, c'est une lutte de tous les jours. Et cela ne date pas d'aujourd'hui ».

Question : Quid du « détournement » de 7,5 milliards d'anciens francs au sein de la Présidence de la HAT ?

En fait, il ne s'agit pas d'un détournement en tant que tel. En ce moment, nous procédons à un audit. L'inspection de l'Etat a débuté il y a plus d'un mois à la Présidence. Il s'agit de se pencher sur les dépenses effectuées et/ou engagées. Car, dans certains ministères, des actions n'ont jamais été entreprises, or elles ont été facturées. Attendons donc les résultats pour ne pas entraver le cours de cette inspection. Mais ce que je peux vous dire, c'est ceci : les dépenses de la Présidence, entre fin 2008 jusqu'en ce mois de juillet 2010, ont été divisées par 5. Si tous les ministères faisaient de même, beaucoup d'actions pour le grand nombre pourraient être réalisées dans ce pays. Le peuple demandait la transparence ? Je vais la montrer (Cf. Conférence budgétaire). La transition a défini quatre axes de développement prioritaires dont la Santé, avec la construction de nouvelles infrastructures hospitalières au niveau des chefs-lieux de région et des districts. Concernant le nouvel hôpital de Mahajanga, dont la construction débutera durant cette période de transition, il sera implanté sur une surface de 10.000 m² pour un coût de 70 milliards d'anciens francs. Ce fonds émanera de la bonne gouvernance, à travers un recadrage budgétaire (Cf. Conférence budgétaire) ainsi que des 100 millions de dollars de Wisco (exploitation des mines ferrugineuses de Soalala).

A propos des dettes contractées par les régimes précédents qui se sont succédés

« Elles se sont monté à 7 milliards de dollars. Et c'est nous, le peuple malgache actuel, qui

devons tout rembourser. Quel est alors l'impact sur chaque individu ? L'actuel régime de transition n'a contracté aucune dette, même pas pour un dollar, ni n'a emprunté à des bailleurs de fonds. Et cela fait un an et plus à peine que nous dirigeons la transition. Or, la vie continue sans difficulté majeure. De ces dettes, nous devons rembourser 62 millions de dollars d'intérêts pour cette année 2010, pour 53 millions de dollars auparavant. Donc, même sans les bailleurs de fonds (depuis décembre 2008), nous devons rembourser et l'actuel régime de transition a remboursé une partie de toutes ces dettes. Cela signifie qu'avec notre argent propre, nous pouvons réaliser des actions dont hériteront les générations futures, sans qu'elles plient sous le poids de l'endettement. C'est un défi que je lance : sans endettement, réaliser en très peu de temps ce que les dirigeants passés n'ont pas réussi à réaliser en un demi-siècle, malgré les dettes qu'ils ont contractées.

A propos de l'exploitation des mines ferrugineuses de Soalala



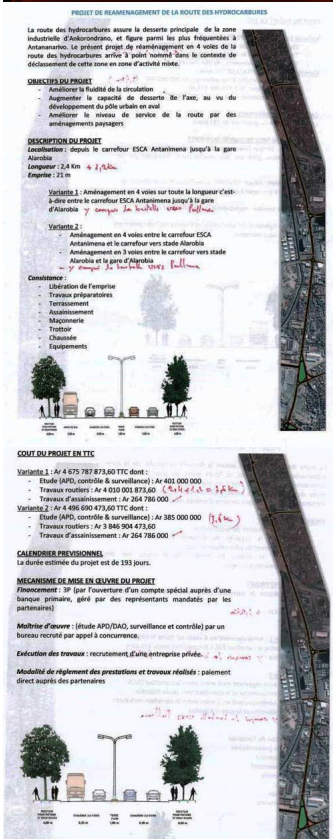
« Nous avons demandé qu'il soit construit une usine de transformation sur place. Cela créera des emplois pour la jeunesse malgache ; cela entrainera une baisse de 30 à 40 % du prix du fer manufacturé (tôles, fers ronds, etc.) car il n'y aura plus ni frais de transport extérieurs ni sortie de devises. Cette demande est incluse dans le contrat d'exploitation. Ici, une question : il existe, actuellement, d'autres sociétés qui exploitent nos ressources minières, comme QMM et Sheritt. Mais qu'est-ce qu'ils ont vraiment apporté à l'Etat au début de l'exploitation proprement dite ? Même pas un dollar. Avec Wisco, l'Etat malgache a reçu 100 millions de dollars en toute transparence. Il s'agit du coût de la licence suite à l'appel d'offres, avant toute exploitation, pour éviter tout délit d'initié, toute corruption. Personne ne pourra utiliser ces 100 millions de dollars. Ils serviront à financer de grands projets comme l'hôpital de Mahajanga dont j'ai parlé. Nous verrons les résultats concrets d'ici quelques mois ».

A propos de l'insécurité

« Elle émane du fait de la passation de pouvoir extraconstitutionnelle. Des armes n'ont pas pu être réintégrées dans les arsenaux des forces armées. Par ailleurs, la crise politique a amené à des pertes d'emplois, amenant certains chômeurs à commettre des actes répréhensibles. Mais il ne faut pas que cela soit un prétexte pour voler. Pour remédier à la situation, nous avons appuyé les forces de l'ordre, financièrement et matériellement. Vous avez pu avoir un aperçu du nouveau matériel roulant de la police et de la gendarmerie lors du défilé du 26 juin du cinquantenaire. Cela doit impliquer des résultats, bases de notre manière de diriger à tous les niveaux.

Mardi 27 juillet 2010 – Palais d'Etat Ambohitsorohitra





Le Projet de Réaménagement de la route des Hydrocarbures

